front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE Nº 36 / 7 SEPTEMBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3

A BAS LA PEGRE CAPITALISTE

La bourgeoisie donne une grande place à ce qu'elle appelle elle-même le scandale de la prostitution qui a éclaté à Lyon cet été. Que révèle ce scandale, quel est le jeu de la bourgeoisie ? Rappelons d'abord quelques faits.

Décembre 68 : bagarre dans un bordel de la région lyonnaise, un truand est tué. Sont, entre autres, impliqués dans l'affaire 2 truands lyonnais, les frères Sorba, et la gérante du bar Mme Dulac. Très rapidement l'enquête fait apparaître l'intervention de 2 policiers : Javilley, le chef du Groupe de Répression du Banditisme, et Meyer, qui cherchaient à protéger les inculpés en défendant la thèse de l'accident, en faisant disparaître des pièces à conviction. Ceccaldi, le juge qui instruit l'affaire est un ancien OAS qui a des comptes à régler avec des policiers en poste ; il arrive à la conclusion que Javilley est complètement corrompu par le milieu et demande son inculpation. Aussitôt l'instruction de l'affaire lui est retirée et confiée à un autre juge : Simon, qui, lui, remet tous les accusés en liberté provisoire et n'inquiète plus le commissaire Javilley.

Juillet/Août 72 : arrestations en série pour proxénétisme hôtelier d'une série de tenanciers d'hôtels lyonnais qui pêle mêle mettent en cause : des policiers en retraite, des policiers en activité, des truands connus dont les frères Sorba, qui sont sortis de prison grâce à la bienveillance du juge Simon, et la femme de Bernard, le P.D.G. de la société Avenir-Publicité (la plus importante société d'affichage dans la ville de Lyon). A cela s'ajoute la mise en cause des députés UDR Guillermain, qui utilisait les frères Sorba comme colleurs d'affiches, et Edouard Charret qui était un habitué des "écuries du roi", le premier bordel inquiété, et qui était suffisamment lié au milieu pour trôner au centre d'une photo de famille, rassemblant exclusivement des putains et des maquereaux. En même temps, le juge Simon rentrait précipitemment de vacances pour (près de 3 ans après qu'il ait le dossier en mains) décider de mettre en prison Javilley.

De ces faits un certain nombre de conclusions peuvent être tirées :

1. Les faits qui aujourd'hui constituent ce "scandale" ne sont nullement récents ; il y a 3 ans au moins que les charges de corruption contre Javilley ont été acquises par un juge d'instruction, et il y a plus d'un an que Montaldo journaliste de "Minute" en a fait un livre. De même les activités de Charret en faveur du proxénétisme étaient connues depuis fort longtemps par ceux qui aujourd'hui font semblant de les découvrir : en 1969 par exemple, n'est-il pas intervenu pour que la loi d'amnistie votée par le parlement à l'occasion de l'élection de Pompidou touche certains proxénètes hôteliers ? Par exemple, encore, la pharmacie Charret de la Croix-Rousse ne pratique-t-elle pas depuis longtemps les soins et analyses pour les prostituées ?

Si ces faits aujourd'hui sont largement portés à la connaissance du public, envahissent les radios et les journaux de grande diffusion (tel Le Progrès de Lyon par exemple), c'est qu'un certain nombre de personnes y ont directement intérêt précisément aujourd'hui. La perspective des élections de 73 se rapproche et ce n'est pas un hasard si depuis plus d'un an éclatent coup sur coup de grands scandales mettent en cause systématiquement chaque fois l'UDR (Rives Henrys, la feuille d'impôt de Chaban, l'O.R.T.F., la prostitution, pour ne parler que des plus importants) ; ce n'est pas un hasard si localement, et Soustelle candidat au siège de député de Charret, et les révisionnistes sortent indemnes d'une affaire qui fait vaciller les sièges convoités des députés UDR du Rhône. Si aujourd'hui on ne peut désigner sûrement d'où viennent les coups, la cible est précise : le parti dominant de la majorité. Certains partis, représentant tout autant que l'UDR les intérêts du capital financier, s'estiment mal ou pas du tout servis dans la répartition des sinécures ministérielles, et déclenchent et utilisent ces scandales. Ils espèrent mettre sur pied une autre combinaison politique capable de drainer les suffrages des électeurs au détriment de l'UDR, offrant ainsi à la bourgeoisie (si nécessaire) une équipe de gestionnaires moins discrédités devant les masses.

2. Ces faits mettent en cause pêle mêle : des flics, des juges, des truands, et des hommes politiques. Voilà qui éclaire la soi-disant indépendance de la justice, les "incorruptibles" de la

(Suite page 2)

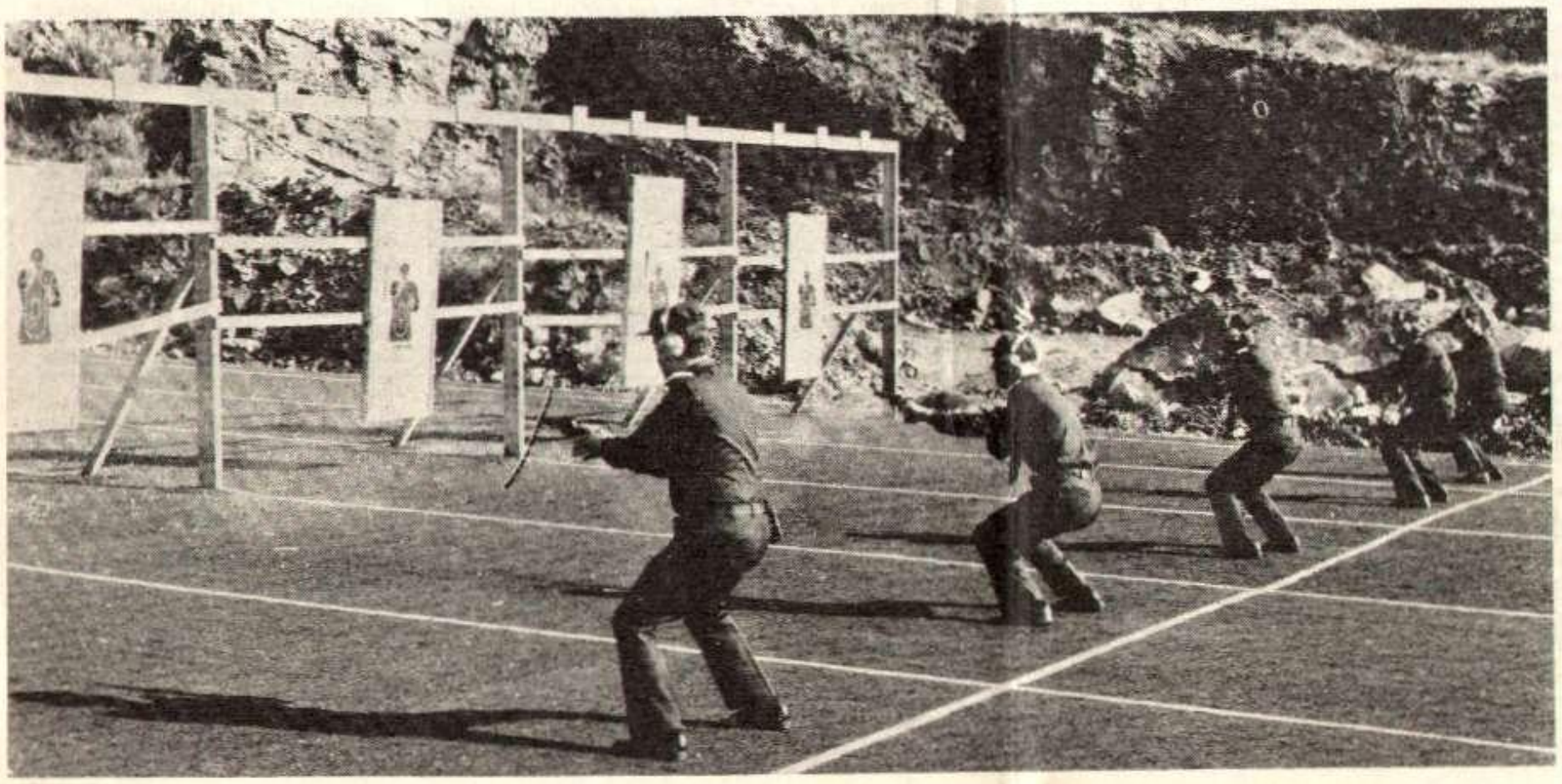
Le club de tir de la police lyonnaise à Limonest :

des installations coûteuses réalisées grâce aux "efforts" du commissaire Javilley.

le Groupe de Répression du Banditisme (chargé, entre autres de la répression des révolutionnaires) vient s'y entraîner...

le Président d'Honneur en est le député Charret...

le club était-il également fréquenté par les amis de Charret et les truands, colleurs d'affiche des députés UDR du Rhône ?



Juillet 72 n'a pas failli à la tradition, la bourgeoisie a mis à profit la période des vacances pour accentuer ses attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière.

L'indice de l'INSEE ne peut faire autrement que d'afficher une hausse record de 0,8 % pour juillet. C'est bien un minimum lorsque tabacs, viande, légumes, pain, eau, gaz, électricité, loyers, ont augmenté entre 5 et 10 %... et Giscard nous promet que ce n'est pas fini.

Ces nouvelles hausses s'accompagnent d'un plan de mesures. Résumons les : budget en équilibre, restriction du crédit aux entreprises et aux particuliers, pas de hausses des tarifs publics, et importations de viande pour faire baisser le prix de la viande en France. Que ces mesures soient capables d'empêcher de monter les prix des produits consommés quotidiennement par les ouvriers, voilà qui paraît fort douteux. Il y a un an

plan giscard : des hausses et du chômage

Giscard avait déjà mis en œuvre un plan pour soi-disant juguler l'inflation, avec des moyens voisins (restriction du crédit, contrats anti-hausse, tarifs publics bloqués pour 6 mois, budget équilibré) ; il s'agissait d'empêcher les prix des produits exportés de monter trop rapidement, pour permettre aux capitalistes français de profiter de la réévaluation du mark (qui à l'époque flottait) pour conquérir de nouveaux marchés par rapport à leurs concurrents. Six mois plus tard, si cela avait permis à la balance commerciale française de s'améliorer pour le profit des capitalistes français, les prix des produits ou "service" qui sont nécessaires à la reconstitution de la force de travail de l'ouvrier (alimentation, eau, gaz, électricité, transport, loyer), avaient poursuivi leur montée en flèche (2,42 % d'après l'INSEE). Aujourd'hui pour les capitalistes français le problème est un peu différent : les parités fixes des monnaies ont été rétablies, la hausse des prix en France est du même niveau que dans les autres pays capitalistes, et ne remettent donc pas en cause les marchés conquis par les capitalistes français ; l'unique souci de Giscard est de ne pas dépasser le rythme de hausse des autres pays capitalistes ; c'est pourquoi dans le plan de Giscard annoncé cette année a disparu la clause qui pouvait sembler la plus "contraignante" pour les capitalistes : les contrats anti-hausse, et qui concernait essentiellement les produits manufacturés destinés à l'exportation. Le plan à part cela étant identique on ne voit pas ce qui empêcherait les prix des produits et services rentrant dans la reconstitution de la force de travail de suivre le même chemin que l'année dernière : la forte hausse.

(Suite page 2)

pègre *suite de la page 1*

police... Tout ce beau monde se rendait quotidiennement de nombreux services : le juge Simon a laissé pendant 3 ans dormir le dossier Javilley, et les frères Sorba n'ont pu reprendre leur fructueux travail de proxénètes à Lyon que parce que le même juge Simon les a sortis de prison, que le député Charret a demandé au ministère de l'intérieur de lever leur interdiction de séjour, et que cela a été accordé par Marcellin. Autre exemple : différents policiers de la brigade des mœurs faisaient baisser le prix des hôtels convoités par les gangs de truands en y faisant des descentes fréquentes, de toute évidence pas bénévolement.

A l'UDR on essaie de convaincre qu'il ne s'agit que de brebis galeuses qui agissaient à l'insu de leur chef. Allons donc, c'est à l'insu de Pleven que le dossier Javilley a été enlevé au juge qui, il y a 3 ans, voulait l'inculper ? Allons donc, c'est à l'insu de Marcellin que Javilley a continué à exercer son métier de flic après que le procureur de Lyon lui ait retiré son habilitation d'officier de police judiciaire, et que les frères Sorba ont vu leur interdiction de séjour dans le Rhône levée ? En fait ces brebis galeuses sont si nombreuses à apparaître au grand jour (à Tarbes, Béziers, Avignon, Lyon, rien que ces derniers temps), qu'il est clair que tout le troupeau est contaminé. La situation de fonctionnaire de police comporte un certain nombre d'avantages, de privilèges "légaux" (salaires, temps libre, "autorité"). Ces avantages sont tels que même ceux qui ne participent pas directement à la distribution des bénéfices tirés de la prostitution (ou d'ailleurs), préfèrent se taire plutôt que de perdre leur sinécure. Les liens entre les hommes politiques de la bourgeoisie, la pègre et la police ne sont pas l'exception, mais la règle de la société capitaliste.

3. Ces faits font apparaître d'autre part les profits considérables que procure la prostitution. Le Baby-Hôtel qui avec ses 3 chambres coûtait 12 millions d'anciens francs à l'achat, rapportait mensuellement 1 million que se partageaient les 3 policiers (en activité ou en retraite) Isnard, Pinelli, Simonin, avec l'agent immobilier Colombani. D'après certains chiffres la prostitution rapporterait plus qu'une société comme Elf Erap ou Berliet : 300 milliards d'AF par an ! On conçoit mal que les capitalistes qui à l'usine font suer le maximum de plus value à l'ouvrier pour faire engraisser leur capital, laissent de côté une affaire aussi rentable et si, dans l'affaire de Lyon, seul le nom de Mme Bernard, la femme du P.D.G. d'Avenir-Publicité, figure au côté des truands et policiers reconvertis, gageons que bien d'autre capitalistes ont investis leurs capitaux dans cette branche, mais que leur noms sont soigneusement étouffés. Ceux qui aujourd'hui sont sous les verrous ne sont que des prête noms, des comparses au petit bénéfice, qui encaissaient ce que les requins capiralistes voulaient bien leur laisser volontairement : ces profits quotidiens abandonnés aux policiers assurent à la bourgeoisie la certitude de voir la police la défendre pied à pied contre les assauts du prolétariat.

Parce qu'effectivement si la tâche de poursuivre les voleurs est une tâche très marginale des policiers, qui préfèrent s'associer avec eux pour partager les bénéfices, et les activités de Javilley surnommé en son temps le flic nº 1 de France en apportent la preuve, on arrive à la conclusion que la tâche essentielle de la police est de surveiller, réprimer le prolétariat et les révolutionnaires. Le Groupe de Répression du Banditisme, que dirigeait Javilley, est entre autres chargé de la surveillance du mouvement révolutionnaire, et a déjà été impliqué dans des affaires de torture d'immigrés. Voilà le rôle de cette police, que la bourgeoisie corrompt par ses salaires, par ses avantages, par ses profits en tout genre : empêcher le prolétariat de se révolter, de s'émanciper.

Aussi toute l'hypocrisie des révisionnistes apparaît clairement : s'ils dénoncent la corruption de certains policiers, s'ils soulignent les liens qui dans tous les derniers scandales unissaient la pègre à l'UDR, ils réclament simplement dans leur programme commun "une refonte démocratique" de la police, ils cachent soigneusement les liens qui unissent non seulement toute la police et l'UDR, mais tout l'appareil d'état à la bourgeoisie par le moyen de la corruption. Ainsi ils cherchent à détourner le prolétariat de cette nécessité de briser par la violence tout cet appareil, entretenu, façonné par la bourgeoisie pour le réprimer et l'empêcher de prendre le pouvoir.

modernisation des mines, du textile et de la siderurgie : chômage et surexploitation

Une courée à Roubaix

Comme dans toutes les entreprises de textile actuellement liquidées par la bourgeoisie, chez Masurel, filature de coton de Roubaix, liquidée en mars 72, les ouvriers étaient opposés à la fermeture, mais ils se sont heurtés à l'attitude de la CGT et de la CFDT. En février de cette année, des responsables locaux de la CFDT venus prendre la parole devant l'usine pour critiquer la fermeture s'étaient contentés d'un petit laïus dans le genre : *"nous sommes de tout cœur avec vous"*, mais n'avaient pas prononcé une seule fois le mot grève ! Spontanément une grande partie des jeunes, et notamment les jeunes filles venant des mines, commencèrent à sortir dans la rue, refusant de reprendre le travail. Les joueurs de flute CFDT eurent beaucoup de mal pour essayer "d'expliquer" qu'il n'était pas question de faire grève, qu'il n'y avait pas de mot d'ordre dans ce sens, aux ouvrières engueulées par la contredame qui essayait de les faire revenir dans l'usine. Pour masquer la combativité des ouvrières, et diviser jeunes et anciens, la responsable CFDT fit courir le bruit que *"les jeunes étaient sorties parce qu'elles avaient envie de se promener"*... Tandis que durant plusieurs mois précédant la fermeture, le responsable CGT de Masurel, promu permanent, devenait "invisible", la CFDT se limita à discuter de "reclassements" au sein d'une commission paritaire avec la direction.

Tout ceci reflète la position de fond de la CGT et de la CFDT : admettre le fait accompli des licenciements, admettre la restructuration capitaliste en demandant seulement d'atténuer un peu les aspects plus criants de ses conséquences pour les ouvriers, cautionner les "reclassements" : déclassements qui entraînent généralement une baisse de salaire et une dégradation des conditions de vie (voir Front Rouge nº 35), et sont une arme de la bourgeoisie pour désarmer la volonté de lutte des ouvriers contre les licenciements.

En février 70, suite à la fermeture de 7 usines en 2 mois, à Roubaix-Tourcoing, l'Union régionale CFDT déclarait : *"depuis de nombreuses années, la CFDT réclame l'ouverture de négociations au niveau régional, en vue d'obtenir certaines garanties pour les personnes licenciées... Un tel accord a été signé par la sidérurgie du nord, Pourquoi pas le textile ?"*. Et en octobre 70, la CGT et la CFDT de la "Cotonnière de Fines", si elles critiquaient la fermeture de l'usine, ce n'était pas pour engager la lutte, mais seulement pour donner des conseils de "meilleure gestion" aux capitalistes, les responsables syndicaux se déclarant persuadés que *"l'entreprise peut être rentable, dans la mesure où on veut bien adopter les mesures susceptibles de renouveler la production voire le matériel"* (extraits d'une conférence de presse).

Ces mesures, les monopoles du textile ne se privent pas de les prendre, et ce sont justement ces mesures qui aboutissent aux licenciements et à l'intensification du travail. Les patrons du textile montrent bien que pour eux, comme pour tous les capitalistes, le profit est le seul but du progrès technique. Ainsi au lendemain de la dernière guerre mondiale, ils n'avaient pas hésité à remettre en marche un matériel très ancien (voir F.R. nº 35) parce que les conditions pour la concurrence leur étaient favorables. Aujourd'hui parce que les conditions se sont modifiées, ils liquident massivement ce matériel et utilisent de nouvelles méthodes.

— une nouvelle organisation du travail : le travail en équipes se généralise ; de 60 à 70 la proportion des ouvriers du textile travaillant en équipes de nuit a pratiquement doublé, passant de 5,3 % à 9,8 %, tandis que la presque totalité des hommes est astreinte aux 3/8 pour faire tourner le matériel sans interruption.

Claude Alain Sarre qui a une longue expérience des méthodes les plus raffinées de l'exploitation capitaliste en tant que bras droit de Bercot à la direction des usines Citroën jusqu'en 70, est devenu P.D.G. de la Lainière de Roubaix.

En mai 72, au cours d'une réunion du groupe régional du patronat du textile, après avoir indiqué : **"mon rôle n'est pas de savoir comment on fabrique un tricot, j'ai été chez Citroën en ignorant complètement comment fonctionnait un moteur"**, il déclare **"j'ai vu le travail à la chaîne dans l'automobile, je connais maintenant les ateliers textiles : en tant qu'industriel du textile, je n'ai aucune mauvaise conscience sur ce plan ; on ne peut pas parler ici de cadences infernales"**.

Les ouvriers de la Lainière savent ce que vaut cette bonne conscience d'un capitaliste, par exemple à l'atelier de pelotonnage où 80 % des ouvrières ont de 16 à 25 ans, car après cet âge rares sont celles qui peuvent suivre les cadences, et où beaucoup ne peuvent pas tenir le coup plus d'un ou deux ans au maximum. Elles ont été sélectionnées auparavant pour leur rapidité dans d'autres ateliers, notamment la filature anglaise ; lorsqu'elles ne tiennent plus le coup, elles sont renvoyées dans d'autres ateliers, avec généralement déclassement et perte de salaire.

— les capitalistes utilisent largement l'amélioration de la qualité du fil qui accroît la productivité par la réduction des casses et l'accélération des métiers, pour imposer une intensification brutale du travail. Un ouvrier portugais de l'équipe de nuit de la "Lainière" explique que quand il a commencé à travailler à la filature voici 2 ans, il n'avait pas à s'occuper de plus de 6 machines, aujourd'hui il doit s'occuper — comme ses camarades — de 10, 12 et même 16 machines. Chaque jour d'ailleurs ce nombre varie : un jour 10 le lendemain ça peut être à 6 pour repasser ensuite à 12, ce qui permet au patron d'imposer plus facilement l'accroissement du travail, en prenant pour prétexte les qualités différentes du fil, mais ce n'est qu'un prétexte, car la diminution des casses ne compense jamais l'effort supplémentaire qu'exige la surveillance d'un nombre de plus en plus grand de machines. Dans une équipe de nuit, des ouvriers ont récemment débrayé, en dehors de toute consigne CGT (majoritaire dans la boîte et qui se tait sur le problème des cadences), et ils ont réclamé *un nombre fixe* de machines et ne dépassant pas 7 pour chaque ouvrier.

Pour les soigneuses des continus à filer (machines à filer) bien sûr le fil casse moins, et les bobines de mèches sont remplacées moins souvent, parce qu'elles sont plus grosses, mais le travail est devenu beaucoup plus dur parce que :

— en 10 ans le nombre des broches à surveiller à doublé.

— le poids de bobines est passé de 800 g à 1,8 kg, augmentant beaucoup au total le poids à soulever chaque jour, même s'il y en a moins à porter.

— dans certaines usines, les planches où les ouvrières stockent les bobines au dessus du continu ont été surélevées à cause de l'accroissement du volume des mèches. Les ouvrières de petite taille doivent se hisser sur la pointe des pieds pour y parvenir : la fatigue est ainsi de plus en plus grande, d'autant plus qu'il faut faire ces mouvements toujours plus vite.

— les capitalistes veulent supprimer le moindre temps "mort" et utilisent la spécialisation pour accélérer les cadences : peu à peu les "soigneuses" sont supprimées et remplacées par des "rattacheuses" ou des "videuses", des "démonteuses", des "voyageuses", ou des "nettoyeuses" qui travaillent ensemble pour 10 ou 12 faces de continus, en faisant toujours la même opération, la "rattacheuse" repérant toujours les casses, et la "videuse" mettant toujours les bobines. La spécialisation s'accompagne d'une rotation des postes : un jour "videuse", le lendemain "rattacheuses", etc... mais cette soit-disant polyvalence masque mal la déqualification, la dégradation des conditions de travail par rapport aux soigneuses de continus. Pour imposer l'accélération des cadences les capitalistes essaient d'utiliser les "premières ouvrières", qui, choisies parmi les plus rapides et faisant l'objet "d'éloges", dans la tradition très paternaliste du textile, doivent entraîner les autres.

Les ouvriers du textile, les jeunes, les femmes, les immigrés, n'ont d'autre issue que la lutte pour abattre le capitalisme ; ils rejetteront les projets du P"C"F qui visent à perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, en proposant *"la rénovation économique régionale fondée sur une industrialisation de haut niveau technique, permettant une transformation qualitative de l'appareil de production"*, sous *"un contrôle effectif par l'état* (de la bourgeoisie !) *des pouvoirs de décision économique"* (fédération du nord et du pas-de-calais et comité central du P"C"F).

LES TAUDIS — UN ASPECT SAILLANT DE LA PAUPERISATION DE LA CLASSE OUVRIERE DANS LE NORD

A Roubaix, au moins 30 000 personnes vivent dans des "courées" ; à Lille-ville, 80 % des logements sont insalubres, tandis que 20 000 habitants vivent en courée.

Les courées ce sont des logements sans commodités sanitaires encastrés entre les murs de hauts immeubles ou d'usine, où l'on ne voit jamais le soleil, tandis que les égoûts sont à ciel ouvert : toutes conditions propices à la tuberculose. Les logements sont réunis autour de cours fermées côté rue par des magasins et des ateliers.

Les courées sont nées au 19e siècle avec la révolution industrielle qui entraînait une très forte concentration de la population ouvrière à Roubaix-Tourcoing. Les ouvriers pour qui les capitalistes n'avaient pas "prévu" le logement, ont dû s'entasser dans les quartiers d'habitation voisins des usines.

Aujourd'hui l'immense majorité des "courées" sont habitées par les travailleurs immigrés : Nord-Africains, Portugais... La crise du logement est d'autant plus aigüe que les frontaliers belges qui constituaient la plus grosse partie des immigrés de Lille-Roubaix-Tourcoing il y a quelques années, mais qui étaient non résidents, parce qu'ils rentraient chaque soir chez eux, en Belgique ont été progressivement remplacés par les Nord-Africains et les Portugais, qui forment aujourd'hui plus de 22 % des effectifs ouvriers du textile.

Un des principaux obstacles, à la rénovation des quartiers ouvriers, et à la construction de logements peu chers, ce sont les monopoles du textile eux-mêmes. Ainsi le groupe Agache-Willot place des capitaux de plus en plus nombreux dans l'immobilier, et fait monter le prix des terrains à bâtir en participant activement à la spéculation foncière dans l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing.

Les industries textiles installées au centre de Roubaix où s'entasse la population ouvrière, s'opposent au déménagement parce que le terrain laissé ainsi libre, elles devraient le mettre actuellement sur le marché foncier à un prix qu'elles jugent insuffisant. Il est vrai que M. Mattéoli, commissaire "à la commission industrielle pour la région du nord", vient au secours de nos requins en proposant : "Si une Agence Foncière et technique de la région lilloise se créait sur le modèle de celle qui fonctionne dans la région parisienne, l'une de ses tâches prioritaires pourrait être d'acquérir, au besoin avec l'aide de l'état (c'est à dire l'argent des travailleurs), *à un prix raisonnable* (c'est-à-dire supérieur à celui du marché) les terrains libérés par les industriels" *(juin 71).*

hausses *suite de la p. 1*

Cela les gérants du capitalisme français le savent bien, et la proximité des élections les empêche de raconter des mensonges qui pourraient s'éventer trop vite. Giscard prépare la classe ouvrière à une hausse au mois d'août presque identique à celle de juillet, et annonce que le rythme de hausse a peu de chance de pouvoir être enrayé rapidement. Pour atténuer cette vérité les experts bourgeois sortent 2 duperies : d'une part cette hausse des prix serait la rançon du plein emploi, duperie d'autant plus cynique que le chômage qu'avouent les chiffres rectifiés par la bourgeoisie eux-mêmes, est pour juillet de 650 000 soit le plus haut niveau atteint depuis la guerre ! D'autre part les experts bourgeois osent prétendre que ces hausses sont d'autant moins ressenties par les "salariés" que les hausses de salaire ont été très importantes depuis le début de l'année, et que le pouvoir d'achat s'est accru de plus de 3 % le premier semestre 72 (le Monde du 30 août).

FRONT ROUGE (voir le nº 19) a déjà entrepris d'analyser comment experts bourgeois et révisionnistes s'y prennent pour truquer les indices et conclure à une hausse du pouvoir d'achat. Pour combattre les demagogies du P"C"F et de l'UDR il est plus que jamais nécessaire de poursuivre ce travail et de mettre à nu la baisse du salaire réel des prolétaires en régime capitaliste ; pour cela il nous faudra établir un indice des prix qui tienne compte effectivement des budgets ouvriers et des dépenses réelles d'une famille ouvrière. Ce travail c'est l'affaire de plusieurs mois, et nous ne disposons pas d'une armée de statiticiens bourgeois comme la CGT et l'INSEE pour le mener, mais, pris en mains avec l'aide de nombreux ouvriers lecteurs de Front Rouge, ce travail doit déboucher sur des révélations de plus en plus précises du vol permanent que la hausse des prix permet de pratiquer sur les produits nécessaires à la reconstitution de la force de travail de l'ouvrier. Nous reviendrons sur ce point et ferons des appels précis à nos lecteurs dans un prochain numéro.

le programme PS-PC

DES PROPOSITIONS "DEMOCRATIQUES" POUR RENFORCER L'APPAREIL REPRESSIF DE LA BOURGEOISIE

Police, armée, justice : pièces maitresses de l'appareil d'état sans lesquelles les lois et décrets de la bourgeoisie ne seraient que de vulgaires chiffons de papier, sans lesquelles la bourgeoisie ne pourrait exploiter la classe ouvrière. Que compte faire de cet appareil répressif le tandem Marchais Mitterand ?

UNE CORRUPTION ACCRUE

La bourgeoisie ne lésine pas sur les moyens de s'assurer une fidélité à toute épreuve de ses chiens de garde. La corruption est la règle. Elle distribue généreusement les planques, hauts salaires, pots de vin, elle laisse avec bienveillance les membres de son corps répressif tirer divers avantages des fonctions qu'ils occupent (scandale de la prostitution à Lyon). Loin de supprimer les privilèges auxquels ont droit flics, officiers et militaires de carrière, magistrats, le programme PS/PC au contraire les étend. Ces traitres, prêts à gérer le capital, doivent s'assurer la fidélité et la loyauté des forces de répression ; pour cela un moyen : franchir un degré supplémentaire dans la corruption. *"Les personnels de police bénéficieront du statut général de la fonction publique"* **La classe ouvrière n'a pas droit à ce statut établi par Thorez en 45 qui donne par exemple aux ayants droit la possibilité de prendre des congés prolongés de 6 mois intégralement payés !** *"Les conditions assurant aux cadres professionnels (de l'armée) dignité matérielle et morale seront créées".* **Les officiers, les crevures, qui ont tous fait leur classes en matraquant et en assassinant les peuples d'Indochine et d'Afrique verront donc leur solde revalorisée. De plus, ce qui est aujourd'hui réservé à certains d'entre eux sera généralisé :** *"la reconversion dans la vie civile sera garantie".* **Après 15 ou 20 ans passés dans l'armée, ces parasites pourront faire preuve de leur expérience de répression des ouvriers, à des places de gardiens, de surveillants, ou de contremaitres ; ils pourront donc "sans trop d'efforts" accumuler une retraite qui est au minimum de 1200 F par mois et un salaire au moins égal. En plus de ces différents avantages matériels le programme PS/PC promet aux chiens de garde du capital de défendre "leur dignité et leurs intérêts moraux". Les travailleurs se verront donc obligés d'accorder toutes leur considération aux membres des forces de répression !**

UNE FACADE DEMOCRATIQUE

La "démocratisation" de l'armée,de la police,de la justice se résume à ceci : parsemer de quelques révisionnistes et socialistes l'appareil répressif que la bourgeoisie s'est forgé pour maintenir sa domination sur la classe ouvrière et pour réprimer les peuples dominés. A la libération, Thorez a invité les FTP qui s'étaient battus héroïquement contre le fascisme à s'intégrer dans l'armée "nationale". En 1 ou 2 ans la plupart d'entre eux, corrompus par la bourgeoisie, sont devenus de véritables ennemis des peuples, servant les intérêts de l'impérialisme français. Ce que la bourgeoisie a réussi avec les FTP elle peut le réussir aisément avec les révisionnistes, qu'elle s'est déjà largement achetés. De plus les révisonnistes ont déjà montré en maintes occasions qu'ils n'hésitaient pas à réprimer la classe ouvrière. Révisionnistes et socialistes sont déjà présents à différents échelons dans l'ensemble de l'appareil d'état ; le syndicat CGT de la police est l'un des plus virulents lorsqu'il s'agit de réclamer des mesures efficaces contre les révolutionnaires.

Examinons 2 exemples de "démocratisation" :

a. suppression des juridictions d'exception, Cour de sûreté de l'état, tribunaux militaires ainsi que la loi "anti-casseur". **Tout ceci s'inscrit dans le cadre du retour** *"aux traditions démocratiques qui existaient avant 58".* **En réalité la bourgeoisie dans la période actuelle n'a guère besoin de juridiction d'exception pour condamner les révolutionnaires, un simple tribunal de grande instance peut remplir ce rôle. Par ailleurs si dans quelques temps les conditions l'exigent, les révisionnistes peuvent faire voter de nouvelles lois répressives qui ressembleront comme 2 gouttes d'eau à celles qu'ils suppriment aujourd'hui. La loi de 36 par exemple destinée à lutter contre les ligues fascistes est utilisée pour interdire le PCMLF (interdit le 12 juin 68), il n'est pas question pour le PS/PC de la supprimer.**

b. les militaires pourront recevoir des journaux périodiques de leur choix **Cette mesure permettra aux partis bourgeois et révisionnistes de développer leur propagande dans les casernes. Pour la presse marxiste-léniniste cette liberté n'existera que sur le papier, en effet les révisionnistes agiront dans les casernes comme ils le font aujourd'hui dans les usines où de plus en plus ils se livrent à une chasse systématique des révolutionnaires et des ouvriers combatifs : surveillance, dénonciations, agressions sont monnaie courante.**

MAINTIEN INTACT DU PERSONNEL DE LA BOURGEOISIE AU SEIN DE L'ARMEE ET DE LA POLICE

Pas le moindre mot dans le programme d'une épuration de l'armée et de la police. Le gouvernement de gauche utilisera telles quelles cette armée et cette police se contentant d'en "démocratiser" le recrutement et le fonctionnement;nous venons de voir de quoi il s'agit. Ainsi des phrases comme *"le gouvernement comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et sous officiers"* **signifie que Marchais Mitterand attendent le loyalisme des éléments qui toute leur vie durant ont commis crime sur crime pour les intérêts de la bourgeoisie, en Indochine en Algérie, au Tchad et partout où ils vont, des éléments que les liens familiaux, idéologiques, politiques, que de larges privilèges soudent à la bourgeoisie !**

Aux ouvriers qui ne sont pas convaincus, le révisionniste ajoute souvent *"évidemment on va les épurer, mais inutile de le leur annoncer à l'avance et de l'écrire noir sur blanc dans le programme pour qu'ils puissent se préparer"* **Quelle stupidité doublée d'hypocrisie. Ainsi la bourgeoisie laisserait tranquillement nos révisionnistes envahir les corps de police et d'armée et le moment venu, se laisserait chasser sans résistance ! Hypocrites car les révisionnistes qui se sont laissé corrompre de multiples fois au gouvernement, à la tête des syndicats... ne sauraient changer de nature et ne pas s'enliser dans les sinécures de fonctionnaire de l'appareil d'état que leur offrirait la bourgeoisie. Stupide car on ne voit pas ce qui peut contraindre la bourgeoisie à accepter dans les rangs de l'appareil d'état des éléments qui refuseraient de se mettre totalement à son service.**

Renforcer la corruption, développer la façade démocratique, maintenir intactes les liens d'état avec la bourgeoisie voilà l'essence du "programme" sur ce point ! C'est un programme de dictature de la bourgeoisie !

appel

Nous demandons aux camarades qui nous ont écrit et envoyé un tract qu'ils avaient diffusé contre la politique culturelle du P"C"F de nous donner le moyen de les contacter le plus rapidement possible.

nantes st-nazaire: meetings front-rouge

Dans le cadre de sa campagne d'été, Front Rouge a tenu un certain nombre de réunions publiques, au mois d'août, dans la région de Nantes-St-Nazaire. L'objectif : étendre l'audience du journal en direction des vacanciers mais aussi des ouvriers qui dans la proportion de 2/5 travaillent en août sur les chantiers navals.

Des milliers de tracts ont été diffusés à la sortie des usines, des cinémas populaires, dans les campings, les foyers d'immigrés ou de jeunes travailleurs, sur les marchés et les plages... Ce travail d'agitation a permis de réunir plusieurs centaines de personnes(une centaine à Nantes le 28 par exemple), pour débattre des problèmes actuels de la révolution en France.

A cette occasion les faux communistes du P"C"F ont bien essayé de discréditer Front Rouge en l'accusant calomnieusement dans "Ouest-France" d'avoir saccagé au nom de l'anarchie les locaux de la section de St-Nazaire ! mais leur lâche provocation n'a pas marché, et notre tract de riposte a été bien accueilli aux chantiers de l'Atlantique et à Babcock. Il montrait que les "propositions constructives" du programme PS-PC s'opposent en fait à la révolution prolétarienne.

Dans l'assistance, en général beaucoup de révolutionnaires, et parmi eux, un nombre relativement important d'ouvriers français et immigrés.

Au début de chaque meeting un film : soit "l'Orient Rouge", qui retrace l'histoire de la révolution chinoise, soit "Nguyen Van Troi" qui illustre la lutte héroïque du peuple vietnamien contre l'impérialime américain. Le film bolchevik "l'homme au fusil" (réalisé en 1938) — a remporté un grand succès : il montre l'instauration de la dictature du prolétariat en Union Soviétique (1917-1918), l'écrasement des armées de la contre-révolution, le rôle dirigeant du parti bolchevik dans l'alliance du prolétariat et de la paysannerie.

Au cours des débats qui suivaient certaines questions, essentielles aujourd'hui, revenaient ; par exemple :

— l'édification aujourd'hui même d'un Parti du prolétariat capable d'organiser la classe ouvrière en vue de la prise de pouvoir, sans la limiter à des luttes purement revendicatives, à de simples escarmouches dans telle ou telle usine.

— la lutte contre le révisionnisme, c'est-à-dire contre l'illusion réformiste d'une prise du pouvoir pacifique qui paralyse aujourd'hui la majeure partie de la classe ouvrière.

— l'unité de combat absolument nécessaire pour abattre l'impérialisme français entre le prolétariat de France et ses plus proches alliés : les peuples opprimés par ce même impérialisme français.

Le bilan de cette campagne est largement positif :

— l'audience de Front Rouge s'est étendue par l'intermédiaire des vacanciers venus des 4 coins de France. Des contacts se sont multipliés.

— dans la région de Nantes-St-Nazaire proprement dite, des liens se sont renforcés et l'enquête sur les caractéristiques de la région a progressé.

Correspondant

caen ; un ouvrier marxiste-léniniste licencié 5 minutes avant le départ en vacance.

A Caen, en 12 jours, le capital a tué 4 ouvriers dans des accidents du travail.

— le 11 août : un ouvrier de moins de 17 ans, Daniel DA SILVA travaillant sur les chantiers de la SMN, a fait une chute mortelle. Il travaillait à une hauteur de 21 mètres. Le patron n'avait pas le droit de le faire monter à plus de 6 mètres. Il n'avait pas le droit de le faire travailler sans filet de sécurité.

— le 17 août, Alexandre SOSNOWSKI, dans ces mêmes chantiers de la SMN, a été écrasé par un tranfer-car à un passage à niveau, alors qu'il se rendait aux douches. La passerelle existante ne permet pas le passage d'un ouvrier avec son cyclomoteur. Le mauvais éclairage, la poussière, le stationnement des wagons ne permettent pas au conducteur de voir clairement la voie.

— le 18 août, Serge SANTIN fait une chute mortelle sur le chantier du centre administratif des PTT de Caen-Chemin vert. Les normes de sécurité n'étaient pas respectées par le patron du chantier, Henri le Viennois, pas de bastaings assemblés au nombre de 3, pas de paniers de protection réglementaires.

— le 22 août, un ouvrier algérien est tué sur le chantier du CHU.

D'autre part à Jaeger après une grève dure menée par les magasiniers (voir Front Rouge nº 34) la direction a licencié un ouvrier marxiste-léniniste. Estimant ce camarade dangereux, pour tenter d'éviter toute réaction, elle l'a licencié 5 minutes avant de partir en vacances. A travers lui la bourgeoisie veut tenter de décourager les ouvriers les plus combatifs qui s'organisent en dehors des appareils révisionnistes et réformistes pour préparer le renversement des exploiteurs.

Nous avons développé une propagande intense pour dénoncer les crimes du capital qui exploite, opprime, tue, et la complicité des révisionnistes et des réformistes. A Jaeger, le patron, en licenciant un camarade a satisfait un des plus chers désirs des révisionnistes qui depuis longtemps dénonçaient les ouvriers marxistes léninistes. Les révisionnistes en accord avec la CFDT font croire que les accidents du travail sont causés par les négligences scandaleuses de certains patrons. Leur but : tromper les ouvriers en laissant supposer qu'une meilleure gestion du capital, telle que la permettrait l'application du programme commun, éviterait ces crimes. Le 27 août, nous intervenons massivement sur ces points dans un marché fréquenté par des ouvriers français et immigrés où nous diffusons régulièrement Front Rouge depuis 2 mois. Notre propagande plus liée à l'actualité, à la lutte des classes, porte ses fruits : nos panneaux sont plus lus que d'habitude, bientôt une discussion très large s'engage avec une cinquantaine de personnes sur la prise du pouvoir, sur le rôle de l'URSS etc... La vente des journaux double, des contacts sont pris avec des ouvriers.

Correspondant Caen

gennevilliers - (chausson) riposte à un licenciement raciste

A l'usine Chausson Gennevilliers, aux presses, il y a environ 400 travailleurs en 2 équipes, tous immigrés (90 % de marocains, 10 % de noirs). L'usine Chausson est un trust de fabrication et montage de véhicules de petite et moyenne série travaillant avec Opel, Citroen, Renault, Peugeot (Renault et Peugeot ont une part importante des actions).

Sa machine étant en panne un ouvrier va à l'appareil à café. Son chef vient et le tire par la manche pour le faire rejoindre la machine, l'ouvrier refuse, il boit un coup. Le chef lui dit : **"si tu n'es pas content, t'as qu'à retourner dans ton pays, bouffer les cailloux"** *; l'ouvrier lui fiche son poing sur la gueule.*

La direction licencie l'ouvrier.

Spontanément tous les ouvriers des presses font grève (les 2 équipes).

Le lendemain la CGT convoque une réunion générale pour les presses seulement ; pas de tract, rien, aucune information sur les autres coins de la boite. La CGT reviso explique que l'ouvrier a eu tort de frapper, qu'elle était contre la violence ! puis, pour conclure, qu'il ne fallait pas faire la grève pour la grève. Peu d'ouvriers applaudissent la fin de l'intervention.

Le soir à la prise de l'équipe du soir tous les ouvriers de Gennevilliers des presses présents (environ 130) vont voir la direction avec les délégués révisos CGT : les délégués palabrent une demi-heure avec pour résultats :

— la direction maintient le licenciement.

— le chef ne sera pas sanctionné ; il portera même plainte pour coups et blessures !

Les révisos disent : **"à lundi, pour décider si on reprend ou non, car il faut décider dans l'unité".**

Le lundi, la direction a mis de l'eau dans son vin, car les gars sont dans l'usine, et font le tour des différentes chaines pour expliquer. La direction décide de muter le chef à l'usine de Maubeuge pour un mois puis après de le changer d'équipe aux presses. Le gars n'est pas réintégré. Le lendemain il subit la pression des flics qui l'obligent à renoncer à demander sa réintégration. La grève a perdu sa cible. Les révisos entre temps se sont vus obligés de lancer un débrayage symbolique à une seule usine, la G entre 14 H et 15 H le mardi. Le travail reprend le jour même. Après la reprise du boulot la maitrise des presses (une vingtaine) se met en grève.

Au cours de cette lutte, quelle a été l'attitude des révisos ? Surtout ils condamnent la violence. Les cadences, ils n'en parlent que pour dire, comme dans le tract de la section P"C"F, qu'elles sont dûes à un matériel pas assez moderne ! Le rôle de la maitrise ils n'en parlent que pour dire, comme dans ce même tract, que l'agent de maitrise n'a pas **"les moyens techniques suffisants pour faire assurer la production"**

Correspondant Gennevilliers 27.7.72

souscrivez front-rouge ne peut vivre sans votre aide

●

ccp front-rouge 204-51 lyon

des mercenaires vendus par les sociaux - impérialistes à l'armée d'Israël

Alors que bon nombre de pays impérialistes vendent des armes à l'état sionniste d'Israël pour l'aider dans sa tentative d'extermination du peuple palestinien, le social-impérialisme a, lui, une méthode différente mais tout aussi efficace : il lui vend des hommes et pas n'importe lesquels, des hommes dotés d'une solide formation intellectuelle et scientifique. 900 roubles sont en effet exigés par le gouvernement révisionniste à tout Juif qui veut quitter l'URSS et abandonner la nationalité soviétique. A cela s'ajoute une somme plus élevée allant de 4500 roubles (22.500 F) à 92.000 F pour un médecin ou 97.000 F pour un docteur es-sciences. Le gouvernement d'Israël a jusque là payé la note et continuera à la payer. En effet, et les milieux officiels américains l'ont admis, Nixon à Moscou a fixé avec les dirigeants révisionnistes le montant de l'immigration juive soviétique à 30.000-35.000 personnes par an. Les conditions, même, en ont été pratiquement établies. Les révisionnistes soviétiques fournissent les cerveaux, les impérialistes américains fournissent les avions "Phantom" et les crédits pour l'achat d'armes et ... l'installation de juifs soviétiques émigrés. Le congrès américain vient d'approuver un nouveau crédit pour Israël : il s'élève à 300 millions de dollars ! Aux yeux de l'opinion bourgeoise mondiale l'honneur est sauf. L'URSS en réclamant de l'argent contre l'émigration des juifs garde son masque de puissance amie des peuples arabes, et les USA en soutenant la campagne de protestation contre la prétendue rançon exigée des juifs qui veulent émigrer continue à tenir leur rôle. Dans le fond, il s'agit d'un nouvel aspect du complot des 2 superpuissances impérialistes contre les peuples en lutte : l'impérialisme américain fournit les armes et les crédits, le social impérialisme, les hommes.

A BAS LA COLLUSION DE L'IMPERIALISME US ET DU SOCIAL IMPERIALISME CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN ET LES PEUPLES ARABES

chili : allende et ses complices révisionnistes tirent sur le peuple

Un gouvernement qui envoie ses flics tirer sur les habitants d'un bidonville (un tué, 11 blessés par balle, 160 tabassés et arrêtés), un gouvernement qui en 2 semaines vient d'augmenter de 60 % à 150 % les prix des produits de consommation courante, c'est le résultat que donne au Chili l'union de la gauche socialiste et révisionniste. Et il ne s'agit pas là de pratiques exceptionnelles justifiées par on ne sait quelle conjoncture défavorable. Quelques jours avant la repression sanglante contre les habitants du bidonville de Santiago, habitants liés au mouvement révolutionnaire, Allende vitupérait une fois de plus contre les "ultra exaltés", "gauchistes qui servent les ennemis de la cause révolutionnaire". Si Allende a assisté à l'enterrement et a suspendu 2 chefs de police, c'est par pure manœuvre démagogique pour essayer d'enrayer la révolte suscitée par cette répression et ne pas se couper totalement des masses : il en a besoin comme base de manœuvre contre les menées fascistes qui menacent son pouvoir en utilisant les effets négatifs d'une politique contre révolutionnaire de compromis avec l'impérialisme US.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement d'union de la gauche a nationalisé certaines grandes sociétés yankees. Mais en contrepartie il a non seulement accepté d'indemniser les sociétés américaines (et pas une petite somme : 350 milliards d'anciens francs) mais il a accepté que les capitalistes américains réinvestissent ces sommes dans d'autres secteurs de l'industrie chilienne, que le gouvernement socialo-révisionniste voulait développer : électronique, sidérurgie. Résultat : ce sont les masses populaires chiliennes et non les sociétés américaines qui font les frais des nationalisations, et qui en sont les vraies victimes. Elles paient les indemnisations par une surexploitation accrue dans les usines, par une baisse du salaire réel concrétisée par l'inflation galopante. L'escudo monnaie chilienne a déjà été dévaluée 4 fois depuis l'arrivée au pouvoir des socialo-révisionnistes ! Les prix augmentent en moyenne de 5 % par mois. Pour essayer de pallier au mécontentement grandissant devant la récente augmentation gigantesque des prix, le gouvernement d'union de la gauche annonce une mesure "généreuse" : augmentation générale des salaires à partir du 1er octobre. Manœuvre purement démagogique : les salaires augmentés le 1er octobre le seront pour un an, en clair cela veut dire qu'ils seront bloqués ; par contre on voit mal quel miracle pourrait bloquer les prix alors que certains viennent d'augmenter de 60 % à 150 % en 2 semaines.

Les révisionnistes chiliens, non seulement sont partie prenante de cette politique de paupérisation des masses chiliennes mais ils font encore de la surenchère. Parmi les 2 chefs de police suspendus au lendemain de la répression sanglante contre le bidonville de Santiago se trouve un révisionniste. Le parti révisionniste chilien applaudit ouvertement à la répression, comme riposte aux **"provocations délibérées des ultra gauchistes"** et profite de l'occasion pour nourrir si besoin en était sa campagne contre le mouvement révolutionnaire. C'est au révisionniste Orlando Millas, ministre des finances, que les masses chiliennes devront de voir leur salaire bloqué pendant un an alors que les prix continueront de galoper.

Les révisionnistes français utilisent cette politique du gouvernement de gauche au Chili comme l'image vivante de ce que donnera demain en France l'application du programme commun. Ils ne manquent pas une occasion de publier les déclarations fracassantes contre les groupes révolutionnaires chiliens de leurs compères révisionnistes, ils citent en exemple les mesures économiques du gouvernement Allende.

Les masses populaires chiliennes commencent à proclamer leur refus d'une telle politique, c'est ainsi le sort que fera la classe ouvrière de France à la politique bourgeoise du programme commun PS/P"C".

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

abonnement d'essai : 3 mois : 5 f

VIETNAM : 5 MOIS D'OFFENSIVES VICTORIEUSES

A entendre William Rogers, le secrétaire d'état US à la défense, ou à lire la presse pro-yankee, on pourrait croire que toutes les conditions sont réunies pour la paix en Indochine : on parle de plus en plus de cessez le feu. Ce qui est vrai, c'est que Nixon a entre ses mains toutes les cartes pour que la paix soit conclue demain. La décision ne dépend que de lui. Mais cette paix là, Nixon, le chef de l'impérialisme US, n'en veut pas.

NIXON EST-IL PRET A CESSER TOUT ACTE DE GUERRE CONTRE LE PEUPLE VIETNAMIEN

Il parle à grand bruit du retrait des troupes US du Vietnam. Après la dernière fournée, il ne reste plus que 40.000 GI'S sur le territoire vietnamien. Mais les propagandistes de Washington ne parlent pas des 50.000 hommes de la 7e Flotte dans le golfe du Tonkin, ni de tous ceux des bases d'où s'envolent les bombardiers US : 45.000 en Thaïlande, 6.000 à Taïwan, 10.000 à Guam, 25.000 à Hawaï, sans compter les 40.000 sud-coréens qui combattent au Vietnam. En tout, plus de 200.000 mercenaires étrangers en guerre contre le peuple vietnamien.

Ramsey Clark, ancien ministre de Johnson, pourtant peu soupçonnable de sympathie pour les combattants vietnamiens est obligé de reconnaitre que *"Nixon a trompé le peuple américain, car s'il a retiré ses soldats américains du Vietnam, il les a remplacés par quelque chose de plus inhumain et de plus violent"*. Ce quelque chose, c'est le bombardement des digues. Pour cacher ce crime, tous les arguments y sont passés, depuis les plus gros comme *"aucune digue n'a jamais éfe bombardée par les avions US"*, jusqu'aux plus cyniques comme *"si nous voulions détruire les digues ce serait fait en une semaine"*. Et pourtant, les conclusions de la commission internationale d'enquête qui a séjourné cet été en RDV sont précises : c'est de façon délibérée, et pour exterminer par la noyade ou la famine des millions de vietnamiens que l'aviation US bombarde les digues du nord. Les bombardements sont concentrés sur les digues des régions où les dégats seront les plus meurtriers, par exemple celles où les villages sont construits bien en dessous du niveau des fleuves. Les bombardements sont concentrés sur les parties des digues où la poussée des eaux sera la plus forte au moment des crues, par exemple la rive extérieure des méandres etc... Si les digues cèdent lors des crues de septembre, ce sont 2 millions de vietnamiens qui seront immédiatement noyés, 10 fois plus de morts que lors de la bombe atomique d'Hiroshima. Nixon ne prépare vraiment pas un désengagement américain au Vietnam.

NIXON EST-IL PRET A LACHER SON FANTOCHE THIEU ET L'APPAREIL DE REPRESSION QU'IL A MIS EN PLACE AU SUD-VIETNAM ?

Bien au contraire, les mesures que l'ambassadeur US a dictées au fantoche Thieu ces derniers mois ne font que renforcer cet appareil fasciste de répression. Depuis la loi martiale et le vote des pleins pouvoirs, le nombre n'a cessé de croitre des patriotes arrêtés arbitrairement torturés, assassinés par la police saïgonnaise (placée sous la direction de "conseillers"US), ou déportés au bagne de POULO CONDORE grâce aux avions de la compagnie Air América, officine de la CIA. Les mesures concernant la presse prises cet été imposent aux journaux de verser une caution exorbitante (sous prétexte de couvrir les éventuelles amendes à venir). Seuls quelques journaux pro-gouvernementaux peuvent verser une telle somme, et c'est par une grève de 2 jours, les 23 et 24 août, que la presse Saïgonnaise a répondu à ces mesures fascistes.

C'est ce même Thieu qui rappelait récemment que la bombe d'Hiroshima avait mis fin à la 2e guerre mondiale et appelait à une solution identique pour la guerre du vietnam. Certains clans de l'impérialisme US représentés par Mc Govern trouvent ce Thieu décidément trop encombrant et sont prêts à s'en débarrasser. Mais Nixon, quant à lui, n'a encore pris aucune mesure dans ce sens, et le génocide qu'il prépare en RDV prouverait plutôt qu'il est prêt à répondre aux vœux du fasciste Thieu.

DES VICTOIRES ECLATANTES

Pour l'heure, la politique de l'impérialisme US est bien toujours de continuer et même d'intensifier la guerre. Toutes les paroles de paix de l'administration Nixon ne sont que des manœuvres électorales, destinées à tromper le peuple américain, et à lui cacher l'échec de la politique Nixon. Car l'offensive des FAPL et du peuple vietnamien remporte succès sur succès.

Sur le front nord, malgré toutes les contre offensives fantoches, et les bombardements US, le drapeau du FNL flotte toujours sur Quang-Tri, alors que Thieu proclame à intervalles réguliers qu'il a repris la ville. Les forces populaires controlent les accès à Hué, et en particulier l'importante route stratégique nº 1. Les zones libérées dès le 1er mois de l'offensive dans le nord, les plateaux du centre, la zone cotière du centre et le delta, se sont étendues et le pouvoir populaire y est solidement implanté.

Les fantoches ont subi de nouvelles défaites dans 2 zones clefs celle de l'importante base US de DA NANG, et celle de la capitale SAIGON. La vallée de QUE SON permet l'accès à DA NANG : le 19 août les FAPL mettaient en déroute la 2e division fantoche, libéraient la vallée, investissaient le camp ROSS où les fantoches avaient abandonné dans leur précipitation une grande quantité de matériel ultra-moderne et secret, et commençaient le pilonnage de la base US de DA NANG. Aujourd'hui les FAPL controlent toujours la vallée. Dans la région de Saïgon les bases US les plus proches de la ville sont l'objet d'attaques incessantes, en particulier la base de BIEN HOA à 30 kms de la capitale où 8 avions ont été mis hors de combat le 30 août, et celle de LAI KHE où se trouve le QG de la région de Saïgon. La situation est si grave pour les fantoches autour de la capitale, qu'ils ont été obligés de rapatrier les troupes de la région d'An Loc où des combats ont lieu depuis plusieurs mois, pour créer une unité de "défense mobile" à Saïgon même.

Le blocus et les bombardements de la RDV n'ont pas donné les résultats qu'espérait Nixon. Grâce à la mobilisation du peuple du nord-vietnam pour réparer les dégâts et intensifier la production de matériel pour le front. Mais grâce aussi à l'aide internationaliste de la Chine Rouge : 2 pipe line alimentent en permanence Hanoï en carburant, des bateaux chinois ravitaillent les ports du nord, et les américains ont reconnu, le 27 août, qu'un dragueur de mines chinois avait forcé le blocus du port de Haïphong. Le 22 août, 5 marins chinois dont le navire a été bombardé par l'aviation US, ont donné leur vie pour la victoire du peuple vietnamien.

LE PEUPLE CAMBODGIEN AUX COTES DU PEUPLE VIETNAMIEN

Au Cambodge, les FAPLNC ont lancé une vaste offensive sur toutes les voies de communication desservant Phnom Penh. En particulier, la route nº 1 reliant Phnom Penh au Vietnam est coupée depuis le 7 août. La route nº 5 par laquelle Phnom Penh est ravitaillée en riz est coupée depuis le 18 août. Toutes les routes menant à Phnom Penh sont contrôlées par les FAPLNC. Le fantoche Lon Nol, qui ne contrôle plus que 15 % du territoire cambodgien peut bien se mijoter des élections truquées, il connaitra le même sort que son compère vietnamien Thieu.

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE

5 mois d'offensive marquent un important changement dans le rapport de forces, en faveur des forces populaires. Des pertes énormes chez les fantoches, 220.000 ennemis hors de combat (sur 700.000), 1300 avions abattus. Plus de 2 millions de vietnamiens se sont soulevés et ont pris le pouvoir dans de vastes zones s'étendant du 17e parallèle jusqu'à l'extrême sud du delta. Loin d'être à bout de souffle, comme le prétendent les américains, les FAPL détiennent l'initiative sur le terrain, et leur tactique laisse encore perplexes les stratèges US. Ceux-ci suent sang et eau pour découvrir la tactique de la guerre du peuple... Et finalement les américains sont chaque fois surpris par les initiatives populaires. Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est l'inutilité de leurs efforts pour vaincre l'invincible guerre du peuple ou l'inutilité de leur course à travers le monde à la recherche d'alliés possibles de Moscou à Tokio. La seule solution réside dans la cessation de tout acte de guerre US en Indochine, le retrait de toutes les forces US et la cessation de tout soutien à la clique fantoche US-Thieu.

3.9.72

Le peuple vietnamien met en échec le plan criminel US de bombardement des digues.

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette. – Dépôt légal nº 300, 3e trimestre 1972. – Directeur de Publication : Camille Rey. – Distribué par NMPP. – Commission Paritaire 51 165